

18 avril 2002 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Déclaration de M. Jacques Chirac, Président de la République et candidat à l'élection présidentielle 2002, sur la nécessité d'une mobilisation des électeurs dès le premier tour, la politique du gouvernement de M. Jospin et les propositions de M. Chirac, notamment en matière de sécurité, de sécurité sociale, d'éducation et d'insertion professionnelle des jeunes, Lille le 18 avril 2002.

Cher Marc-Philippe DAUBRESSE,

Cher Thierry LAZARO,

Cher Franck DHERSIN,

Mes Chers Amis,

Je suis heureux d'être avec vous ce soir. Heureux de vous rencontrer, dans cette ville de Lille, cité chargée d'histoire, jeune et vivante métropole européenne, capitale de la Région Nord-Pas-de-Calais.

Vous êtes, pour beaucoup d'entre vous, des femmes et des hommes du Nord, et vous en êtes fiers. Vous partagez une même culture, un même héritage. Vous vivez chaque jour l'ouverture européenne, les échanges avec nos voisins, la connaissance familière de l'autre. Vous avez le sens du travail, de l'effort, du mérite. Vous avez aussi le sens de la fête, de la joie, de la fraternité. Vous savez que c'est ensemble, en étant solidaires, que l'on peut donner vie à des projets, personnels, professionnels, collectifs.

Nous sommes justement au temps des projets. Au temps des choix qui précèdent l'action et les décisions. Au temps de l'ambition pour la France.

Demain, la campagne du premier tour s'achève. Et dimanche, chacun d'entre vous aura entre ses mains une partie du destin de la France.

Ce soir, je viens donc à vous avec une ambition forte et claire, et nous irons sans détour à l'essentiel.

Nous sortons de cinq ans de gouvernement socialiste : voulez-vous continuer sur la même voie ou changer de politique ?

Votre vote est essentiel, parce que le travail à accomplir pour notre nation, les réformes à mener, le mouvement à lancer, exigent l'élan, exigent la force, exigent l'union.

Chers Amis, dès dimanche prochain, je vous invite à vous rassembler, à vous mobiliser.

Si, comme moi, avec moi, vous voulez une autre politique, alors vous devez en prendre les moyens, vous devez m'en donner les moyens. Unir vos forces, vos énergies. Tendre vos volontés. Ne pas vous laisser détacher de l'objectif. Convaincre autour de vous.

La victoire est à ce prix. Elle est nécessaire. Elle est possible. Elle n'est pas acquise.

Pour créer la différence, il faut avoir l'esprit de décision, se tourner vers l'avenir, exprimer avec force une exigence. une espérance aussi.

... une énergie, une espérance...

Je vous invite à vous rassembler.

Pour dire clairement que vous ne voulez plus de l'étatisme qui bride et entrave vos énergies en décidant d'en haut tout ce qui doit s'appliquer sur le terrain.

Pour dire clairement que vous ne voulez plus du laxisme face à l'insécurité, devenue, ici comme partout, une préoccupation, une inquiétude de chaque jour.

Que vous ne voulez plus de ces divisions qui grandissent, au détriment de l'unité de la nation, et qui dressent des Français contre d'autres Français.

Pour dire clairement que vous ne voulez plus du socialisme, un socialisme archaïque dans sa culture, autoritaire dans ses méthodes, inefficace dans ses actions, soumis à toutes les surenchères de ses alliés aujourd'hui dispersés.

Vous voulez, au contraire, jouer toutes les cartes de la France.

Vous voulez que l'Etat réaffirme sa pleine autorité, assume ses missions essentielles, protège ses citoyens.

Vous voulez que le dynamisme, les énergies, puissent s'exprimer librement. Vous n'acceptez pas que notre niveau de vie soit aujourd'hui parmi les plus faibles d'Europe, nos impôts parmi les plus lourds, notre chômage parmi les plus élevés, alors que les socialistes continuent à nier les réalités et à refuser de voir que ces faits, ces chiffres, ont des rapports de cause à effet.

Vous n'acceptez pas que l'imagination, l'esprit de conquête, le rayonnement français aient à se frayer un chemin dans le maquis des textes, des lois et des réglementations.

Vous voulez que les solidarités, mieux garanties, renforcent la cohésion nationale. Vous voulez une société ouverte et généreuse, qui aide chacun, chaque jeune, à trouver sa place.

Vous voulez une France puissante, écoutée, capable de porter le rêve européen, et de faire entendre son message.

Vous voulez, en un mot, une France forte. La France de la sûreté reconquise et de la fraternité retrouvée. La France de la jeunesse, de l'intelligence et des talents.

Je me présente à vos suffrages fort de principes d'action clairs, d'une vision et d'un projet.

Mon projet, vous le connaissez.

D'abord, rétablir la sécurité des Français. Rien n'est possible dans l'incertitude de la vie quotidienne. La sécurité est un préalable. C'est le socle sur lequel il est possible de construire. Ensuite, conforter les solidarités essentielles : solidarité à l'égard des plus démunis alors que la pauvreté n'a pas reculé malgré quatre années de croissance et solidarité entre les générations par la sauvegarde de nos retraites et solidarité face aux risques de la vie : la santé, bien sûr, qui traverse aujourd'hui une crise grave, mais aussi tous ces risques, si nombreux, qu'engendre la dégradation de notre environnement : risques alimentaires, pollution atmosphérique ou maritime, risques naturels, risques industriels.

Lorsque la Nation aura apporté des réponses à ces besoins fondamentaux, chacun aura l'esprit libre pour regarder l'avenir avec confiance, travailler, investir, faire des projets, s'engager. Il ne restera plus qu'à libérer toutes ces énergies qui ne demandent qu'à s'exprimer.

Libérer les énergies de la jeunesse en assurant l'égalité des chances, par l'école, en aidant les jeunes à trouver leur voie, en offrant à chacun des chances supplémentaires tout au long de la vie. Dans notre siècle, c'est par la qualité de nos formations, la maîtrise des technologies de l'avenir, la recherche, l'innovation, bref, c'est en faisant le pari de l'intelligence que nous ouvrirons les chemins d'une croissance forte et créatrice d'emplois qualifiés.

Libérer les énergies économiques aussi. En stimulant l'activité par la baisse des charges, l'allègement des réglementations, l'assouplissement des 35 heures. En permettant à chacun de profiter pleinement des fruits de son travail par la réduction des impôts.

C'est une obligation. Si nous ne le faisons pas, la France sera de moins en moins attractive, les délocalisations se poursuivront, les investissements se feront ailleurs, et le chômage continuera à croître. Pour ma part, je veux donner à notre pays toutes ses chances.

Libérer les énergies de notre démocratie enfin. En permettant aux forces vives de la Nation de s'accorder par le dialogue social. En donnant aux libertés locales les moyens de s'épanouir. En créant le droit à l'expérimentation.

Plus forte, plus rassemblée, plus dynamique, la France jouera en Europe un rôle moteur. Elle fera entendre sa voix pour défendre la démocratie, la paix, la stabilité, la solidarité et le développement durable du monde.

Voilà mes Chers Amis, en quelques mots, le projet que je vous propose de mettre en œuvre avec moi.

Ce projet est volontaire, réaliste concret, celui des socialistes est idéologique. Tous les sociaux-démocrates européens ont évolué, sauf eux. Ils sont dans l'incapacité d'arbitrer leurs propres contradictions. Comment pourraient-ils trouver un nouveau centre de gravité pour une gauche plurielle aujourd'hui éclatée ?

Une sorte de fuite en avant s'est emparée d'eux. Chaque jour apporte son lot d'annonces démagogiques : vote des étrangers, majorité à 17 ans, ambiguïtés sur la drogue, suppression de la "double peine" ?

Tout semble bon aujourd'hui pour tenter de faire oublier un projet qui prétendait hier ne pas être socialiste, qui l'est soudain redevenu et qui courtise aujourd'hui les suffrages communistes, verts et trotskistes. Autant dire que la ligne du candidat socialiste est plus incertaine que jamais.

Il y a aussi entre nous une vision fondamentalement différente de la France et de la société.

Je ne vois pas la France comme un champ clos où s'opposent des catégories entre lesquelles l'Etat devrait s'interposer à coup de réglementations. Pour moi, la France est une. Elle n'est forte que rassemblée. Je n'accepte pas que l'on oppose les Français les uns aux autres sur le critère des intérêts ou des appartenances politiques, sociales, générationnelles, régionales. La France de gauche et la France de droite. La France des riches et la France des pauvres. La France du secteur privé et celle du secteur public. Les jeunes et les retraités. La Corse et le continent. Je n'accepte pas que l'on mette en cause l'unité de la République et que l'on segmente la Nation française.

Je veux que la France défende l'égalité des droits et l'égalité des chances. Je veux une France solidaire où chacun ait sa place.

Face aux intérêts catégoriels, l'Etat est bien plus qu'un arbitre. Il incarne l'intérêt général, le bien commun, l'intérêt national qui transcendent toutes les oppositions, tous les clivages, tous les particularismes.

Entre les socialistes et nous, il y a aussi une différence de vision de l'homme et de la société. Je m'oppose à la vision étatique, uniformisatrice, idéologique, qui refuse de faire confiance aux hommes, aux entreprises, au dialogue social, aux initiatives locales. Je veux une France ouverte à la diversité, au contrat, à l'expérimentation, où l'action publique s'adapte à la variété des besoins et des attentes. Une France solidaire qui reconnaît le droit de chacun à la dignité, apporte à tout Français en difficulté le soutien de la communauté nationale. Une France qui combatte efficacement la pauvreté, qui aide les plus démunis et les oriente vers le travail, la liberté et la responsabilité plutôt que de les enfermer dans des logiques d'assistance.

Pour porter une grande ambition, nous aurons plus que jamais besoin de références sûres.

La Nation, contre la tentation du communautarisme, pour permettre à tous nos compatriotes de concilier leurs diverses appartenances, qu'elles soient spirituelles, régionales ou même politiques, avec les exigences de tolérance et de respect mutuel qu'impose notre pacte républicain. Le génie français, c'est d'accueillir ce qui distingue, de refuser ce qui sépare et de privilégier ce qui rassemble.

L'unité de la République contre les forces de dispersion et de division, pour que tous les Français aient les mêmes droits et obligations partout en France, sans aucune distinction possible.

L'autorité de l'Etat, enfin, contre la résignation, le fatalisme et le laisser-aller, pour insuffler un nouvel esprit de responsabilité, rétablir la sécurité et restaurer nos capacités d'action.

L'autorité de l'Etat est particulièrement en cause aujourd'hui.

Il s'agit d'un mal profond qui fragilise les fondements mêmes de la démocratie. L'Etat est le bras de la Nation. S'il n'assume pas pleinement la volonté nationale, c'est en vain qu'elle s'exprime.

Au cours des années récentes, le sentiment de l'impuissance publique s'est répandu. Il est plus que temps de réagir en rendant à l'action politique son efficacité.

Ce sentiment vient d'abord de tout ce que j'ai déjà évoqué : la montée de l'insécurité, que le Gouvernement aura davantage commentée que combattue, la reprise du chômage, qui réveille aujourd'hui les blessures profondes de notre société, la pauvreté qui n'a pas reculé aux jours de croissance, les réformes que chacun sait nécessaires et qui pourtant ont constamment été différées.

Dans les périodes d'immobilisme gouvernemental, la vie démocratique s'assoupit. Elle n'intéresse plus au même degré. Les citoyens n'ont plus de raison de participer. Ils se démobilisent. Le scepticisme gagne. Les extrêmes progressent.

C'est dans le silence de l'attentisme que mûrissent les difficultés d'une Nation, et c'est alors que l'engagement se fait plus nécessaire, et la détermination à agir plus pressante.

Si je suis élu, je m'engagerai de toutes mes forces pour que les Français désignent une majorité de députés résolus à soutenir ma politique.

Le Président de la République doit pouvoir s'appuyer sur un gouvernement en qui il puisse avoir confiance. Un gouvernement plus soucieux d'agir que de durer. Un gouvernement respectueux de l'intérêt général, soucieux de la cohésion de la Nation, courageux dans l'exercice de ses responsabilités nationales et internationales. Un gouvernement qui permettra au Chef de l'Etat de déployer toute la puissance d'efficacité dont le vote des Françaises et des Français l'aura rendu porteur. Un gouvernement qui pourra s'appuyer sur l'autorité du Président de la République pour entraîner les Français, mobiliser leurs forces vives, fédérer leurs formidables énergies. Un gouvernement qui n'aura pas à marchander jour après jour sa propre autorité avec les composantes multiples d'une coalition de partis minoritaires et concurrents que seuls des intérêts politiques réunissent.

La supériorité de la démocratie, c'est le suffrage universel, la liberté, l'égalité. Mais c'est aussi sa capacité à répondre efficacement aux attentes des citoyens.

Cette exigence d'efficacité, vous allez devoir l'imposer et pour cela affirmer une volonté claire, forte, indiscutable, qui donne à la France les moyens de l'action.

Le sentiment de l'impuissance publique vient aussi de la confusion qui s'est installée entre les différents échelons de pouvoir. L'action publique se diversifie. Loin de se rétracter, elle étend constamment le champ de ses interventions. Mais en même temps, elle perd sa cohérence, se disperse, et parfois se dilue.

La Nation et l'Etat doivent reprendre toute leur place, fixer le cap, donner plus de sens et d'unité à l'action.

La démocratie, c'est la responsabilité. Devant la multiplication des lieux de décision qui caractérise notre monde, il faut qu'un pouvoir fasse le lien avec tous les autres, les actionne, les fédère, les entraîne. Qu'il assume la continuité de l'action publique. Qu'il soit responsable de la cohérence des décisions entre tous les niveaux de responsabilité. Qu'il puisse établir une relation entre le local, le national, l'europpéen et le mondial.

En France, c'est le rôle du Président de la République, parce qu'il est l'homme de la Nation et qu'il peut agir aussi bien auprès du Président des Etats-Unis que du maire de la plus petite commune de France.

Plus que jamais, la mission du Président de la République est et sera essentielle. Plus que jamais, votre choix déterminera notre capacité à avancer.

Face aux grandes priorités nationales que sont la sécurité, la croissance, l'emploi, la solidarité, l'éducation. Face aux exigences d'une meilleure qualité de vie, d'un meilleur service public, d'équipements mieux adaptés aux besoins. Face aux difficultés de l'avenir, la mondialisation, l'apparition d'un nouveau terrorisme international, les enjeux planétaires de l'environnement et du développement, seul le Président de la République peut incarner pleinement l'autorité de l'Etat, l'unité de la République et la cohésion nationale. Seul le Président peut exprimer la volonté de la Nation, sa capacité d'engagement.

Quand elle a une ligne d'action claire et déterminée, la Nation française est une force en mouvement. Rien n'arrête sa marche.

Mes Chers Amis, quoi qu'en disent les sceptiques, notre débat démocratique est riche, actif, vigoureux.

.....

De fortes oppositions existent entre les projets, et c'est bien naturel. Et pourtant, il est vrai que les différences ont souvent été escamotées. Les socialistes y avaient sans doute intérêt. Ils ne peuvent se détacher des échecs de cinq années de gouvernement. Ils n'ont pas d'autre alternative que de persévérer dans leurs erreurs ou d'annoncer soudain ce qu'ils avaient toujours refusé de faire.

Le gouvernement socialiste a laissé s'aggraver la violence. Je veux donner un coup d'arrêt à l'insécurité.

Le gouvernement socialiste s'est désintéressé de la santé et des retraites. Je veux au contraire renforcer notre protection et donc notre cohésion sociales.

La gauche n'a pas d'ambition économique pour les années à venir. J'ai pour ma part celle d'inscrire la France sur le chemin d'une nouvelle croissance.

La gauche a renoncé à moderniser l'école. Je suis décidé à assurer l'égalité des chances.

Je veux une France qui protège ses citoyens.

Je ne cesse de le dire : le rétablissement de la sécurité est un préalable. Un préalable à la confiance, au dynamisme, au déploiement des énergies. On ne peut construire que sur un socle solide. Le socle de la maison France, c'est l'autorité de l'Etat, c'est la puissance de la loi. C'est le respect des règles et le respect de l'autre.

On ne peut combattre l'insécurité si on porte en soi la culture de l'excuse, si on pense que la violence n'est que le reflet de l'état d'une société, si on refuse de voir qu'en réalité, parmi les causes du climat actuel, il y a d'abord l'affaiblissement de l'autorité, celle de l'Etat principalement, mais aussi celle des parents et de l'école, les uns et les autres débordés par des phénomènes qui les dépassent et qu'ils ne peuvent plus maîtriser. On ne peut faire reculer la violence si on n'a pas compris l'importance des réseaux mafieux qui soutiennent la délinquance, l'exploitent et mettent en coupe réglée des quartiers entiers.

La gauche française n'a rien compris à l'insécurité.

Elle n'a jamais accepté de créer la justice de proximité qui permettra d'apporter sa sanction à tout acte d'agression. Une sanction juste, immédiate et certaine. Elle a toujours refusé de créer les centres fermés que je propose pour éloigner les délinquants multirécidivistes des lieux de leur agression, les reprendre en mains, protéger les victimes, séparer les plus jeunes des meneurs et rétablir ainsi la tranquillité de milliers de personnes.

Pendant cinq ans, elle aurait pu cent fois prendre l'initiative de créer un grand ministère de la sécurité pour placer sous une même autorité la police et la gendarmerie, tout en conservant à celle-ci son statut militaire.

Moi, je le ferai. Je réunirai à l'Elysée un conseil de sécurité intérieure pour mobiliser tous les ministres concernés et toutes leurs administrations autour de cette grande priorité nationale. Les forces de l'ordre sont engagées sur le terrain dans une action inlassable et souvent périlleuse, sans avoir toujours les moyens de la mener à bien. Ils méritent la reconnaissance de tous. Je veux leur dire encore ma confiance et mon estime.

Si je suis élu, je ferai voter, pour la justice et la sécurité, deux grandes lois qui programmeront une forte augmentation de leurs moyens pour les cinq années à venir. Et je créerai dès cet été les groupes d'intervention spécialisés chargés de démanteler les réseaux de trafic de drogue, de prostitution internationale, d'immigration clandestine, de trafic d'armes, de recel d'objets volés.

En sachant nous montrer fermes, nous faciliterons l'action de tous ceux, parents, éducateurs, travailleurs sociaux, bénévoles qui sont déjà engagés sur le terrain dans un magnifique travail de prévention, d'assistance et d'éducation. Ils ont besoin d'être encouragés, soutenus et aidés. Et ils ont besoin d'une politique de la ville qui rende le cadre de vie plus humain, engage un grand programme de reconstructions, crée de l'activité, des emplois, assure le retour des services publics. Une politique aussi qui renforce les moyens mis à la disposition de l'école pour remplir sa mission éducative dans un contexte que l'insécurité a rendu particulièrement difficile aujourd'hui.

Je veux une France qui garantisse la cohésion sociale.

Je veux une France qui garantisse la cohésion sociale.

Aux jeunes, je veux dire que l'avenir leur est ouvert. L'avenir, ce n'est pas le mirage d'une fausse

autonomie qui aurait pour seule ambition de remplacer les parents par l'Etat. Les emplois-jeunes ont rarement débouché sur une insertion durable et sur une formation utile. Du moins ont-ils eu le mérite d'offrir à ceux qui en ont bénéficié une première expérience professionnelle. La gauche s'est désintéressée de leur avenir. Nous devons l'assurer.

Mais le RMI jeune, quelle qu'en soit la forme, quel qu'en soit le nom, c'est tout autre chose : la promesse désespérante de l'assistanat sans l'emploi. Quel horizon démotivant à offrir aux générations qui arrivent à l'âge adulte et portent en elles l'avenir de la France ! Il faut refuser cette perspective.

Ce que doit faire la Nation, c'est donner à chaque jeune les moyens de prendre sa vie en mains, de trouver sa place, d'accéder à un premier emploi.

Cela veut dire moderniser notre système éducatif.

Cela veut dire permettre à chaque jeune de réaliser ses projets, qu'il s'agisse de formation, de création d'une entreprise, de projet associatif ou humanitaire, par un nouveau contrat, le contrat d'insertion dans la vie sociale, le CIVIS, qui lui donnera les moyens de le faire.

Cela veut dire aussi mettre le pied à l'étrier à chaque jeune en difficulté. Les véritables emplois-jeunes de demain seront des emplois en entreprise. Pour tout jeune de moins de 22 ans, rencontrant des difficultés d'insertion, j'ai proposé un contrat sans charge qui constituera un puissant levier pour être recruté. Et je demanderai aux entreprises de France de reconnaître un véritable droit aux formations en alternance pour les ouvrir à tous les jeunes qui le souhaiteront. Pendant sept ans, j'ai été le garant de la sécurité sociale.

J'ai fait ce que je devais pour la sauver quand elle était au bord du gouffre. J'ai donné au Parlement un rôle constitutionnel pour qu'il se prononce chaque année sur son évolution.

La sécurité sociale fait partie de notre pacte républicain. Chaque Français lui est profondément attaché. Si elle est en risque aujourd'hui, c'est à cause d'une gestion qui s'est montrée incapable de maîtriser l'évolution de notre système de soins, d'engager la nécessaire et urgente réforme de nos retraites, de sauvegarder la solidarité entre les générations.

Ceux qui n'ont rien fait d'autre que de gérer confortablement l'afflux des recettes engendrées par la croissance, sans rien entreprendre pour assurer l'avenir de nos solidarités essentielles, sans rien faire pour garantir les besoins fondamentaux des Français, n'ont pas de leçon de sécurité sociale à donner.

Pour ma part, fidèle aux convictions et à la ligne d'action qui ont toujours été les miennes, je continuerai à défendre une sécurité sociale fondée sur la solidarité nationale. Je continuerai à veiller au respect des principes qui en ont fait l'élément central de notre cohésion sociale.

Je veillerai également à permettre à la France d'adapter la réduction du temps de travail en donnant aux partenaires sociaux la possibilité d'ajuster les conditions de mise en œuvre des 35 heures aux exigences particulières des différents secteurs d'activité et de créer les souplesses nécessaires pour permettre aux Français qui le souhaitent de travailler davantage s'ils veulent gagner plus. C'est ça aussi la liberté.

Ce n'est pas à l'Etat de choisir à votre place entre salaire et temps libre. Chacun a ses projets, chacun a ses besoins, chacun a ses goûts. Chaque entreprise a ses habitudes et ses rythmes de production, chacune a son marché, chacune a un carnet de commandes différent. Il faut un cadre général. L'horaire légal sera maintenu à 35 heures. Mais il faut des modalités d'application diversifiées. Il est temps, là comme ailleurs, de donner toute sa place au dialogue social.

Je veux une France économiquement ambitieuse.

Le gouvernement socialiste a toujours fait grand cas de sa politique économique. Il n'a jamais hésité à s'attribuer les mérites de la croissance internationale. Curieusement, il hésite davantage à invoquer aujourd'hui sa responsabilité dans le ralentissement de l'activité et la reprise du chômage.

Certes, les critères de l'euro, remplis dès 1997, ont été respectés. Le pacte de stabilité, d'abord rejeté avec véhémence, a finalement été accepté et appliqué. Mais les déficits de la France sont aujourd'hui parmi les plus élevés d'Europe. Pour la première fois en 8 ans, ils s'aggravent fortement cette année.

Mêmes errements pour le secteur public.

Des privatisations comme jamais, favorisées par la bourse. Mais France Télécom mise en péril par son endettement. Des recettes de privatisation systématiquement englouties par des entreprises publiques en déficit. Un refus obstiné d'assumer franchement une politique qui permette aux fleurons de notre secteur public de nouer des alliances pour garantir leur développement et l'avenir de l'emploi.

Le rôle de l'Etat reste essentiel pour la croissance. Le respect mal assumé des règles de l'économie de marché ne fait pas une politique économique. Nous avons besoin de tout autre chose aujourd'hui. Nous avons besoin de libérer les énergies de la France. En diminuant les impôts et les charges. En assouplissant les réglementations. En allégeant les procédures et les formalités qui encombrant l'activité des entreprises. En secondant l'investissement privé dans les technologies nouvelles. En plaçant la recherche et l'innovation dans les priorités de l'action de l'Etat. En nous fixant comme objectif de faciliter la création d'entreprises pour qu'un million d'entreprises nouvelles puissent être lancées dans les cinq prochaines années. En permettant aux cadres des entreprises d'assumer pleinement leur rôle d'initiative et d'entraînement.

La baisse des impôts et des charges n'est pas une fin en soi. C'est un levier d'action pour la croissance et l'emploi, un formidable amplificateur d'énergie. Près de 500.000 emplois ont été créés par la baisse des charges. Aucune mesure n'a jamais obtenu de tels résultats. La reprise de cette politique, dès cette année, profitera immédiatement à l'emploi des travailleurs à revenus moyens et modestes, ceux justement qui souffrent le plus du chômage.

Quant à la baisse de l'impôt sur le revenu, elle permettra aux Français de mieux profiter des fruits de leur travail, de consommer, d'épargner, d'être mieux récompensés de leurs efforts.

Par leurs dépenses, les socialistes ont pris le risque d'accroître les déficits publics. N'hésitez pas à leur rappeler que la baisse des impôts est créatrice de croissance, tandis que l'augmentation inconsidérée des dépenses publiques pénalise l'activité économique et l'emploi.

Le levier fiscal n'est pas seulement destiné à prendre aux uns pour donner aux autres. Il doit aussi servir à la croissance et à l'emploi, pour que tout le monde en profite.

Puissamment efficace dans ses effets économiques, la baisse des impôts, telle que je la propose, est profondément juste, profondément légitime. Elle profitera à 16 millions de foyers français. Je suis stupéfait de voir que ces Français, qui travaillent dur ou profitent d'une retraite méritée, ces Français qui sont depuis toujours les oubliés de la redistribution, ces Français qui, pour nombre d'entre eux, ont des revenus inférieurs à la moyenne nationale, aient pu être considérés comme des privilégiés. Il est temps que cessent les procès d'intention. Notre démocratie mérite mieux que cela.

La baisse de l'impôt sur le revenu sera modulée pour encourager l'épargne retraite, permettre aux Français à revenus modestes qui n'ont pas la CMU d'accéder à une mutuelle et aider les familles pour la garde des enfants.

Elle s'accompagnera d'une réforme des bases de la taxe d'habitation pour la rendre plus équitable.

L'égalité des chances, enfin.

L'éducation nationale, comme il se doit, est le premier budget de la Nation. Malgré tous les atouts de notre école, des professeurs remarquables, un enseignement maternel et primaire de grande qualité, de très bons lycées, les pôles d'excellence que sont nos grandes écoles et beaucoup de nos universités, l'égalité des chances n'est pas assurée. Beaucoup trop de jeunes restent au bord du chemin. Comment accepter qu'au siècle des nouvelles technologies, qui reposent pour une grande part sur l'écrit, un jeune sur dix, après douze ans d'école, demeure illettré, c'est-à-dire incapable de lire correctement ou de comprendre ce qu'il lit ? Comment accepter que plus de 60.000 jeunes sortent, chaque année, de notre système éducatif sans aucune qualification ? Comment accepter que la violence sévisse dans les écoles, au point qu'un récent rapport parlementaire faisait état de 700 000 incidents par an dans le seul secondaire, une violence qui accroît les inégalités ?

S'il est bien un domaine où l'autosatisfaction des socialistes devrait pour une fois céder à la modestie, c'est assurément celui de l'école, d'abord rudoyée, puis cajolée, mais jamais réformée.

modeste, c'est assurément celui de l'école, à l'abord redoublé, puis élargi, mais jamais renoncé. Pour que l'école remplisse sa mission première, non pas 80 % d'une classe d'âge au bac, mais 100 % de jeunes pourvus d'une vraie qualification qui ouvre sur l'emploi, nous devons nous fixer quatre objectifs .

Le premier, c'est la sécurité. J'en ai parlé souvent déjà, parce que c'est essentiel. Je ne m'y attarderai pas aujourd'hui. Chacun comprend qu'il est impossible de se concentrer, de travailler, de progresser dans un climat de désordre, dans la crainte permanente d'être agressé ou racketté. Donner à chaque élève un bagage pour la vie par l'acquisition des savoirs fondamentaux : telle doit être notre deuxième ambition. On le sait bien, c'est dès les premières années qu'il faut dépister les troubles du langage oral, les difficultés de communication qui seront autant d'obstacles à l'apprentissage de la lecture et de l'écriture. C'est à ce moment là qu'il faut se donner les moyens de personnaliser le suivi des élèves.

Cela suppose un travail en petits groupes dès qu'apparaissent les difficultés, une évaluation régulière, la mobilisation des parents et un dispositif de soutien pendant la dernière année de l'école primaire pour préparer l'entrée au collège. C'est ainsi que les élèves acquerront les bases indispensables, au premier rang desquelles la connaissance de notre langue. Laisser des enfants quitter l'école primaire, en particulier ceux qui sont issus de l'immigration, sans maîtriser le français, c'est les enfermer dans un ghetto d'où ils ne sortiront qu'avec beaucoup de peine. L'échec scolaire fait le lit de la désespérance et, parfois, de la violence et de l'insécurité. Son traitement est devenu une priorité essentielle.

Le troisième objectif, c'est la diversification des parcours de réussite. Il y a déjà diversité dans le choix de l'école, entre le public et le privé. De plus en plus de familles vont très naturellement de l'un à l'autre, en fonction des personnalités et des besoins spécifiques de leurs enfants. Nous devons naturellement faire en sorte que le choix de l'école libre reste toujours possible.

Mais il est d'autres diversités à inventer. Comment se satisfaire d'un système figé, avec d'un côté un enseignement général, prétendument identique, dispensé jusqu'en seconde à tous les élèves, quels que soient leurs goûts, leurs rythmes, leurs âges, leurs aptitudes, et de l'autre, un enseignement technique ou professionnel, plus souvent subi que choisi ?

Pour prendre en compte la diversité des jeunes, la diversité des talents, mais aussi la multiplicité des besoins du monde du travail, il est temps d'ouvrir des voies nouvelles, sans jamais enfermer les jeunes dans des choix définitifs. De définir, avec les enseignants, les acteurs économiques, les collectivités locales, des parcours qualifiants qui pourront commencer dès la classe de quatrième, avec des filières complètes, du CAP jusqu'aux écoles d'ingénieurs. Cela implique de créer, dans toute la France, des instituts technologiques spécialisés, parce que les IUT sont aujourd'hui trop peu nombreux. L'épanouissement et la réussite peuvent emprunter des voies multiples. Il faut en convaincre les jeunes et leurs parents.

C'est ainsi, par l'imagination, par la souplesse, en suscitant des synergies entre le monde de l'école, les collectivités locales, le monde économique, que nous donnerons une vraie qualification à tous les jeunes. Une formation solide qui leur permettra de trouver leur place, de s'adapter à des situations nouvelles, d'acquérir, tout au long de leur vie, de nouvelles compétences et de nouveaux savoirs.

Enfin, le quatrième objectif, c'est l'Europe. Pour chaque jeune Européen, l'apprentissage de deux langues étrangères en plus de la langue maternelle est désormais une nécessité et une priorité. Aujourd'hui, tous les jeunes sont naturellement européens. Ils pensent, ils imaginent, ils rêvent "européen". Nos systèmes éducatifs doivent les accompagner dans cette générosité et cette ouverture sur l'extérieur, qui sont au cœur de l'avenir.

Ainsi, nous aiderons les jeunes à se préparer au monde du travail, à trouver une place, mais aussi à s'épanouir et à habiter leur siècle.

Voilà, chers amis, la France que je veux construire avec vous.

La singularité de la France est notre fierté. Nous devons la préserver, préserver notre culture, notre unité, nos valeurs. Préserver notre modèle économique et social qui a toujours su conjuguer solidarité et dynamisme. Assurer l'égalité des chances, faire une place à chaque Français. Tous n'ont pas les mêmes atouts pour affronter les changements technologiques et les vents nouveaux

de la mondialisation. Plus que jamais, la solidarité et la protection seront nécessaires. Ce sont elles qui fondent la confiance dans l'avenir, permettent de faire des projets et garantissent les capacités d'engagement qui font la force d'une Nation.

Mais il est temps de regarder un peu autour de nous.

Dans le monde, tel qu'il est, il y a aussi des singularités qui nous pénalisent. Pour être au rendez-vous de la croissance, nous devons encourager les initiatives des Français. Ramener nos impôts et nos déficits dans la norme européenne. Nous défaire des rigidités, des archaïsmes. Rejeter tout ce qui nous retient en arrière. Préférer désormais la voie de la démocratie à celle de la hiérarchie, la diversité à l'uniformité, le contrat, l'innovation et l'accord des volontés aux règlements et aux décrets.

Il n'y a pas d'autre voie pour nous que celle de l'excellence. Elle nous invite à la réforme, au dialogue social, à la libération des énergies. C'est la voie de la confiance faite aux Françaises et aux Français. Elle nous sera grand ouverte si nous prenons maintenant les bonnes décisions.

Telle est mon ambition pour notre pays.

Je sais que cette ambition est aussi la vôtre.

Je compte sur vous.

Vive la République !

Vive la France !

(source <http://www.chiracaveclafrance.net>, le 19 avril 2002)